

DANS LES MÉDIAS

Durant dix ans, l'IPEMED est apparu à de nombreuses reprises dans les médias internationaux. Le président fondateur, Jean-Louis Guigou, ainsi que les autres présidents, les experts et les chefs de projet ont fait part de leurs visions et positions dans la presse écrite internationale. Les différents rapports du think tank ainsi que les événements ont bénéficié également d'une couverture médiatique.



Les "quartiers d'orange" Nord-Sud, par Jean-Louis Guigou

LE MONDE | 20.03.07 |

Depuis la chute du mur de Berlin, les relations internationales se sont transformées. Avec l'échec des négociations de Doha en juillet 2006, cette évolution s'est accélérée. Dès 1990, les États-Unis ont compris la régionalisation de la mondialisation : plutôt que des délocalisations sauvages lointaines, ils ont préféré que ça se passe dans leur jardin, au Sud. Ainsi fut créée, en 1994, l'Aléna, une zone de libre-échange et de réglementations multiples, qui associe le Canada, les États-Unis et le Mexique. Presque simultanément, en 1991, les États de l'Amérique du Sud ont créé le Mercosur. Ces deux structures légères, Aléna et Mercosur, se concurrencent, mais il est admis par tous que c'est dans un cadre régional que le développement américain se fait désormais. Les États-Unis l'ont compris, qui consacrent à l'Amérique latine 18 % de leurs investissements directs à l'étranger (IDE).

Dans le même temps, le Japon, menacé de vieillissement et refusant toute immigration, s'est lancé dans une vaste opération de redistribution de son appareil de production en investissant en Chine, en Corée du Sud et dans les dragons du Sud-Est asiatique. Ainsi s'est constituée une deuxième reconnexion Nord-Sud puissante, puisque le Japon consacre lui aussi 18 % de ses IDE à cette zone.

Ainsi naissent des "quartiers d'orange", des blocs de systèmes industriels, commerciaux et financiers intégrés Nord-Sud qui avancent à la même heure, insérés entre deux ou trois fuseaux horaires.

Le monde des années 1950 n'associait (OCDE) ou n'opposait (conflit Est-Ouest) que les pays du Nord. Ce monde est bien fini. Depuis, l'Europe a fait la moitié du chemin et poursuivi son élargissement de 6 à 27 États membres. Il lui faut maintenant se tourner vers son Sud, vers les pays arabes et ceux d'Afrique.

L'avenir de l'Europe, du monde arabe, d'Israël et de la Turquie se joue en Méditerranée. La proximité géographique et la complémentarité jouent dans les deux sens : l'Europe a besoin du dynamisme démographique et des marchés émergents de la rive méridionale ; le Sud a besoin du savoir-faire de l'Europe et d'une Europe solidaire pour affronter le choc de l'ouverture commerciale, le défi des emplois à créer et des réformes politiques et sociétales que la modernité exige. L'alternative pour les deux rives est claire : s'associer et devenir une des régions majeures du globe, ou être éclatées, donc marginalisées.

La proximité géographique, en réduisant les coûts de transport, explique que les trois quarts des échanges se font avec les voisins. Elle joue aussi un rôle déterminant pour l'apprentissage de l'internationalisation des PME-PMI qui ne peuvent affronter les marchés lointains comme les grandes entreprises. À l'évidence, les PME algériennes, africaines, marocaines, mais aussi françaises ou danoises ont besoin d'un espace régional réglé pour ne pas laisser la Chine devenir la seule usine du monde, le Brésil la seule ferme du monde et les États-Unis le seul quartier général.

Le deuxième argument de la régionalisation est celui de la régulation de la mondialisation. À l'échelle de ces quartiers d'orange Nord-Sud, il est plus réaliste qu'à l'échelle mondiale d'établir des accords commerciaux pour enclencher le développement ; plus facile, aussi, de surveiller les normes environnementales, d'aborder les questions de protection des travailleurs, d'assurer la reconnaissance mutuelle des diplômes pour faciliter les mobilités de la main-d'œuvre. Les quartiers d'orange régulés, maîtrisés, peuvent ainsi devenir de vrais districts industriels, où la solidarité et le destin commun imposent des règles de protection vis-à-vis de l'extérieur, des circuits courts, traçables, de qualité, une gestion équilibrée entre sécurité et mobilités.

Le Huffington Post – Le 26/10/2015 – 07h04



Jean-Louis Guigou
Haut fonctionnaire
et fondateur du think tank
euroméditerranéen IPEMED

Quand la Chine s'enrhume...

INTERNATIONAL. - Il est trop tôt pour mesurer la portée de la crise économique en Chine, trop tôt pour savoir si elle est structurelle ou ponctuelle, trop tôt pour savoir si les fragilités de ses marchés financiers, de son système bancaire, de son marché immobilier et de sa démographie ("papy-boom") pourraient se conjuguer en un ralentissement durable. Mais on peut d'ores et déjà tirer un enseignement : la Chine ne peut plus être la locomotive de la croissance mondiale. D'une manière générale, l'Europe, qui semble promise à de faibles taux de croissance pour la décennie qui vient, ne peut s'en remettre au dynamisme de quelques grands acteurs globaux - Chine, États-Unis, Inde, Brésil...

Bien entendu, ces grands acteurs globaux de la mondialisation ont un rôle essentiel. Mais il est indispensable de prendre conscience du rôle clé de l'autre grande transformation de l'économie internationale : la régionalisation, c'est-à-dire la constitution de grands ensembles de pays que leur complémentarité et leur proximité rassemblent. Du reste ne voir dans la Chine qu'un acteur global serait un contresens. En même temps qu'elle transformait son système économique interne, la Chine a, dès les années 1990, modifié radicalement sa stratégie régionale en jouant le jeu de l'intégration Est asiatique (accords "Asean+3" c'est-à-dire Asean + Chine + Japon + Corée du Sud). Même si les relations y sont complexes, notamment avec le Japon, c'est bien la stratégie chinoise d'intégration Est asiatique qui lui a donné la base nécessaire pour conquérir les marchés mondiaux. L'OMC ne cesse d'expliquer qu'une grande partie des exportations chinoises sont faites d'assemblage de sous-ensembles conçus au Japon et produits en Malaisie, à Taïwan, en Corée... Dans les années 1980 seul un tiers des exportations des pays d'Asie orientale se destinaient à d'autres pays de la région ; aujourd'hui on approche les deux-tiers. Lorsque les Japonais, non pas "délocalisent" comme on dit encore trop souvent, mais "relocalisent" leur appareil productif à l'étranger, c'est le plus souvent dans les pays émergents de leur région qu'ils le font. Autrement dit, l'opinion publique a bien vu le train de la globalisation mais elle a mal vu celui de la régionalisation. Ces deux grandes tendances de l'économie mondiale se conjuguent, la dialectique globalisation-régionalisation est la clé des transformations à l'œuvre.

Les pays européens ont été les précurseurs de la régionalisation. Pour toutes sortes de raisons économiques (trop faible R&D) et institutionnelles (trop faible fédéralisation), l'Europe ne peut, seule, faire face à la montée en puissance asiatique et à la colonisation technologique

ÉCONOMIE

LIBAN - CONFÉRENCE

La Banque méditerranéenne de développement, un projet en gestation qui pourrait bénéficier au Liban

Par Khalil HAYEM | vendredi, juin 17, 2011



De gauche à droite, le gouverneur de la Banque du Liban (BCL), Riad Salamé, le député général de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Guigou, le président de l'AIL, Nabil Fenni, et le président de la commission parlementaire chargée du projet, Charles Mikawé.

Le projet de création d'une banque méditerranéenne pour le développement a été au cœur d'une conférence organisée mercredi à l'école supérieure des affaires (ESA). À cette occasion, les participants ont souligné que ce projet d'envergure pourrait permettre au Liban de se libérer des rouages politiques internes pour concrétiser ses grands projets d'infrastructure. L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) et l'association des jeunes entrepreneurs libanais ont organisé mercredi une conférence à l'école supérieure des affaires

l'Economiste
Maghrébin

Le 2 décembre 2014

L'AGRICULTURE EN MÉDITERRANÉE :

Pour la mise en place d'alliances stratégiques basées sur la coproduction



Par Xavier Beulin, Président de Sofprotec, Président d'EMCC
21/12/2014 à 11h38

Xavier Beulin

Au-delà de la recherche de bénéfices et de la conquête de nouveaux marchés, comment impliquer les entreprises dans la construction d'une région intégrée économiquement en Méditerranée ? La question est d'autant plus actuelle que les pays de la rive sud de la Méditerranée se doivent de stabiliser leurs économies et que les pays de la rive nord n'arrivent pas à se sortir d'un déficit de croissance depuis 2008. Face leurs choix en matière de répartition de la chaîne de valeur et leur anticipation des tendances futures de l'avenir, les entreprises peuvent jouer un rôle pour favoriser la construction d'une nouvelle région mondiale Europe-Méditerranée-Afrique avec pour principes fondateurs, la complémentarité, la solidarité et la croissance partagée.

L'agriculture, un secteur prioritaire dans le cadre duquel peuvent être développées des stratégies de coproduction menées par des entreprises du Nord et du Sud de la Méditerranée.

Le secteur agricole et agroalimentaire permet tout particulièrement de mettre à profit les complémentarités qui existent entre pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. En effet, le déficit de la balance agricole des PSEM (Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, hors Turquie), s'est creusé de 60 % depuis 1996, atteignant 26 milliards de dollars pour l'ensemble des PSEM en 2011. Dans la liste des douze catégories de produits agricoles établie par les Nations unies, seuls les fruits et légumes affichent un excédent commercial dans les PSEM alors que neuf produits alimentaires enregistrent un déficit exprimé à un milliard de dollars. Le déficit des PSEM est principalement lié aux importations de produits de base au premier rang desquels on trouve les céréales (26 %), les oléagineux et les huiles (14 %), les fruits et légumes (8 %), les produits laitiers (5,8 %) et le sucre (5,4%). Dans le filière élevage, on constate depuis quelques années une demande croissante dans les pays du pourtour méditerranéen, en particulier au Liban et, plus récemment, en Turquie et en Algérie. Entre 2003 et 2010, les tonnages en produits agricoles et alimentaires exprimés en équivalents énergétiques sont croîtés de 80 %, ce qui représenterait un doublement sans un triplement des marchés correspondants en valeur.

Les entreprises européennes gagneraient à construire des alliances stratégiques, tant commerciales que productives avec les PSEM

L'autosuffisance alimentaire n'étant pas envisageable à moyen terme dans les PSEM, le recours au marché international s'avère indispensable. De plus en plus, les pays riverains de la mer Noire, l'Australie, le Canada, le Brésil, l'Argentine deviennent les fournisseurs des PSEM, l'Union européenne et le continent américain (Sud et Nord réunis) assurent plus des deux tiers de l'approvisionnement et se disputent le leadership en Méditerranée.

La mondialisation tend de plus en plus à se structurer autour de sous-ensembles macro-régionaux : Aléna, Asean, Mercosur etc.

La région Europe-Méditerranée, à laquelle il faudrait ajouter l'Afrique, constitue potentiellement une région géostratégique avec les arguments essentiels de la proximité, de la complémentarité et de la solidarité. Profiter de la proximité géographique et des complémentarités des productions est une opportunité pour les entreprises agricoles et agroalimentaires européennes, en particulier françaises.

Les entreprises pourraient jouer un rôle pionnier dans la construction de cette grande région Europe-Méditerranée-Afrique en multipliant la conclusion d'alliances stratégiques inter-entreprises pour permettre la mutualisation des risques et le partage de la chaîne de valeur, notamment mais non exclusivement, dans le secteur agricole.

Enfin, une action politique commune des entreprises du Nord et du Sud dans le cadre d'un mouvement trans-méditerranéen tel que celui d'EMCC lancé par IPEMED, pourrait permettre l'avènement d'un partenariat agricole et agroalimentaire euro-méditerranéen.

DE NOMBREUX PARTENARIATS MÉDIAS

Que ce soit lors des petits déjeuners de la Méditerranée, des grands forums, de la Semaine économique de la Méditerranée, voire de la COP21, l'IPEMED a toujours recherché la mise en place des partenariats média afin de maximiser la diffusion de ses idées et contenus et de toujours toucher un public, d'acteurs économiques et politiques, le plus large possible.



L'IPEMED est, depuis sa création en 2006, considéré comme une source d'expertise du monde économique euro-méditerranéen. Que ce soit par la voix de son président, de ses membres fondateurs ou de ses experts, l'IPEMED prend part aux différents débats politiques dans la presse audiovisuelle internationale afin d'apporter un éclairage et une vision.



Radio Aligre FM, émission « Liberté sur paroles », interview de Macarena Nuño, chef de projet, novembre 2013



Radio 2M (Maroc), juillet 2014, citation de l'étude sur les financements innovants



RFI, émission « Eco d'ici, éco d'ailleurs », novembre 2014, interview de Radhi Meddeb, président de l'IPEMED



Future TV Network (Liban), émission « Business Mag », avril 2015, interview de Miguel Angel Moratinos, président du COP



France 24, émission « L'invité du jour », mai 2015, interview d'Amal Chevreau, directrice des études



BFM Business, émission « Tech&Co », novembre 2015, participation d'Alain Ducass, expert associé TIC



En lançant, en 2015, son projet innovant de La Verticale, l'IPEMED a également suscité l'intérêt de nombreux médias du monde entier.

Süddeutsche Zeitung

THEMEN DES TAGES

Mittwoch, 4. November 2015

Bayern, Deutschland, München Seite 2

AUSSENANSICHT

Rendezvous der Kontinente

Wenn Afrika und Europa wirtschaftlich enger zusammenarbeiten, stärkt das beide. Amerika und Asien machen es vor. *Von Miguel Angel Moratinos*

Europas südliche Nachbarschaft – also der Maghreb sowie Afrika südlich der Sahara – gleicht einem ausbrechenden Vulkan. Religionen, deren Angehörige sich bekämpfen, Staaten, die zusammenbrechen, Terroristen, die von einem Land ins andere ziehen, Kriege und Aufstände, die die Menschen in die Flucht treiben. Und doch: Es gibt nicht nur schlechte Nachrichten. Positive Trends sind gerade im Gange, sie machen Hoffnung auf ein neues Zusammenrücken zwischen Nord und Süd.

Am 10. und 11. November wird auf Malta der nächste Gipfel zwischen der Europäischen Union und den Staaten Afrikas stattfinden. Er sollte sich nicht nur den dringenden Fragen von Flucht und Einwanderung widmen. Es lohnt sich weiter zu gehen. Er sollte den Grundstein legen für einen neuen Pakt zwischen Europa, dem Mittelmeer und Afrika. Die Voraussetzungen dafür sind trotz mancher Schreckensnachrichten aus dem Maghreb oder aus Zentralafrika günstig: Angesichts der Migrationsströme entdecken europäische Politiker gerade „ihren Süden“ wieder – und damit auch jene Werte Europas, die in der Bevölkerung des Südens gerade besondere Anziehungskraft entfalten.

Wir beginnen langsam zu verstehen, dass Europa seine Probleme in den Bereichen Demografie, Wachstum, Wettbewerbsfähigkeit und Wohlfahrt nicht alleine lösen können – nicht ohne eine en-

ge Zusammenarbeit mit den südlichen Mittelmeerstaaten und letztlich auch mit Afrika südlich der Sahara. Die Region zieht zunehmend Investoren an; unter den am schnellsten wachsenden Volkswirtschaften 2014 sind fünf afrikanische Staaten.

Die geografische und kulturelle Nähe zwischen Menschen aus Europa und Afrika, deren Biografien infolge von Kolonisierung, Dekolonisierung und Befreiungskriegen vielfach verschlungen sind, die manchmal eifersüchtig aufeinander sind, sich aber doch respektieren und mögen, ist eine wertvolle Ressource. Wertvoll sind auch die vielen jungen Menschen in den südlichen Ländern, die engagierten Frauen und innovativen Unternehmer, die für ihre Emanzipation kämpfen – und für eine Anbindung an Europa. Die kurzfristigen Bilder der aktuellen Umbrüche mögen Angst machen. Doch es ist ermutigend, dabei zu sein, wenn Geschichte geschrieben wird. Auf lange Sicht betrachtet ist hier, das Rendezvous der Zivilisationen am Werk, um es mit den Worten des französischen Historikers Emmanuel Todd zu beschreiben.

In der aktuellen Gemengelage sind zwei Szenarien möglich: Im ersten bleibt eine koordinierte und ambitionierte Reaktion Europas auf die Zustände im Süden aus. Eine „Jeder für sich“-Mentalität setzt sich durch. Furcht greift um sich. Den politischen Verantwortlichen fehlt der Mut, eine Vision für die Zukunft zu entwerfen; intellektuelle nehmen an der Debatte nicht teil. Europa macht sich zur Festung und wird alt.

Ein Forum nach dem Vorbild von Asien könnte den Kapitalfluss erleichtern

Ökonomische Stagnation führt zu Armut. Populistische Bewegungen erringen Mehrheiten, die Europäische Union beginnt zu zerfallen. Afrika wird geplündert, und die arabische Welt muss mit ansehen, wie die sinkenden Öl- und Gasemahnden die Existenz ihrer Staaten bedrohen.

Im zweiten Szenario schlägt die Europäische Union ihren südlichen Nachbarn ein neues Paket vor: die nächste Seite der

gemeinsamen Geschichte zusammen zu schreiben. Dabei geht es um die folgenden Schritte: Wir müssen erstens eine höhere Anzahl von Migranten aufnehmen – so viele, wie Europa braucht. Der Pariser Demografie-Experte Hervé Le Bras hat errechnet, dass wir jährlich 2,2 Millionen Flüchtlinge aufnehmen müssten, um bis ins Jahr 2050 das heutige Niveau der ökonomisch aktiven Bevölkerung halten zu können – das sind dreimal so viele Migranten, wie heute netto in die EU einwandern. Zweitens müssen wir die Entwicklungshilfe durch eine Ko-Entwicklungsstrategie ersetzen – das heißt: den Süden mit gemeinsamer Wertschöpfung und Technologie-Transfer unterstützen.

Europas südliche Nachbarn müssen zur Schlüsselregion werden, wenn es um die Verbreitung digitaler Technologien geht. Das Konzept der Koproduktion, bei dem Kunden sich in Partner verwandeln, sollte zur Regel werden. Die Vision von industrieller Entwicklung im Süden ist nicht unrealistisch: Die Weltbank schätzt, dass sich 85 Millionen Jobs aus China in andere Weltre-

gionen verlagern werden. Die südlichen Mittelmeer-Anrainer und afrikanische Staaten könnten davon besonders stark profitieren.

Der dritte Schritt wäre die Gründung einer Stiftung namens „Vertikale Afrika-Mittelmeer-Europa“. Sie könnte ein Treffpunkt für die Eliten sein, ein politischer und ökonomischer Schmelztiegel – ähnlich der von den UN gegründeten Economic Commission for Latin America (ECLA) oder dem Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA). Eine interkontinentale Entwicklungsbank – nach dem

Für Nord-Süd-Integration gibt es ganz pragmatische, das heißt: ökonomische Gründe

Vorbild der Inter-American Development Bank oder der Asian Infrastructure Investment Bank – würde viertens den Kapitalfluss zwischen den Regionen erleichtern und langfristige Sicherheit für Investitionen garantieren.

Fünftens und letztens müssen wir unsere Wahrnehmung und unser Verhalten gegenüber Menschen aus dem Mittelmeerraum und Afrika ändern. Aus der Eroberungshaltung sollte eine Haltung des Teilens werden. Emotionen sollten der Vernunft weichen. Natürlich müssen wir standfest bleiben, wenn es um unsere Überzeugungen von Säkularität, Gleichheit und

Gerechtigkeit geht. Doch diese Werte werden von einer schweigenden Mehrheit des Südens zunehmend geteilt.

Wie Pierre Beckouche, der französische Geograf, feststellt, haben Amerika und Asien längst mit einer Nord-Süd-Integration begonnen – und zwar aus pragmatischen, das heißt: ökonomischen Gründen. Wir sollten nicht länger zögern. Deshalb ist es richtig, dass Italiens Premierminister Matteo Renzi Afrika außenpolitische Priorität einräumt. Es ist richtig, dass die deutsche Kanzlerin Angela Merkel Flüchtlinge willkommen heißt – sie können der europäischen Wirtschaft neue Impulse geben. Und es ist ebenso richtig, dass Frankreichs Präsident François Hollande den Fokus auf Sicherheit und Militärinterventionen im Ausland legt. Das Mittelmeer darf Europa und Afrika nicht länger trennen. Um voranzukommen, brauchen wir Staaten, die vorangehen: Deutschland, Frankreich, Italien und Spanien.



Der Sozialdemokrat Miguel Angel Moratinos, 64, war von 2004 bis 2010 Spaniens Außenminister. Er leitet den Beirat der Thinktanks Ipe-med für die Politik der Mittelmeeranrainer. Übersetzung: Isabel Pfaff foto: euros

SUR LA TOILE

En dix ans, le monde de la communication a largement évolué et l'IPEMED a su s'adapter en modernisant son site Internet et en étant présent sur les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter et LinkedIn. Le think tank a également sa propre chaîne YouTube et a produit près de 300 vidéos.

Suivi par des milliers de personnes à travers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, le think tank nourrit ses réseaux quotidiennement et réagit à l'actualité en apportant son expertise sur différents sujets clés pour l'intégration régionale.



Compte Twitter



Compte Facebook

En 2015, l'Institut a lancé un nouveau site Internet, plus moderne, davantage axé sur les chantiers sectoriels, les analyses et les publications. Il est la vitrine de l'Institut. Il propose également des informations sur les événements phares de l'IPEMED et des analyses pertinentes des personnalités politiques et des acteurs clés de la région. Il est une plateforme ouverte vers la Méditerranée.



Les e-newsletters de l'IPEMED permettent de se tenir informé régulièrement des actualités de l'Institut. Elles jouent un rôle important dans la stratégie de diffusion de l'Institut puisqu'elles sont adressées à plus de 23 000 acteurs économiques et politiques clés, du Nord, du Sud, et de l'Est de la Méditerranée.



CHIFFRES CLÉS



Twitter

(depuis octobre 2015) :
+500 followers



Facebook :

6 764 fans

300 vidéos

sur YouTube

CHIFFRES CLÉS



1.7 millions
de pages lues
sur notre site en 2015



50 000 visiteurs
uniques par an



150 000 visites
par an

CHIFFRES CLÉS



23 000 acteurs
informés